



300 personnes à La Réole

Ciel bleu au-dessus du marché hebdomadaire de La Réole. Les conditions étaient parfaites hier, au matin, pour nourrir le rassemblement contre la loi sur la « sécurité globale ». Le texte, adopté par l'Assemblée nationale en première lecture cette semaine, est largement contesté. Collectifs et syndicats du Sud-Gironde avaient appelé à un rassemblement à La Réole, à 11 heures, pour le retrait de cette loi, qui sera visée par le Sénat au mois de janvier.

Plusieurs groupes étaient présents : l'union locale CGT du Sud-Gironde, les gilets jaunes du collectif de Saint-Macaire, la CNT 33, l'union locale FO du Sud-Gironde, le collectif de lutte contre les abus policiers 33, le collectif Jaunes etc., la FSU 33, la Fédération de la Gironde de la libre-pensée, les États généraux des migrations, etc. Entre 200 et 400 personnes ont ainsi assisté à ce rassemblement très tranquille. Les porte-paroles ont défilé au micro pour dénoncer, pêle-mêle, « les violences policières », « l'état répressif », « le danger de l'article 24 de la loi de sécurité globale », « les politiques autoritaires du duo Macron-Darmanin », « les provocations du gouvernement », etc. Les intervenants ont rappelé à plusieurs reprises les derniers événements parisiens : l'évacuation violente du camp des migrants et le producteur tabassé par des policiers.

Les syndicats et les collectifs étaient nombreux à La Réole ce samedi. Les revendications bigarrées. « Sentez-vous cet agrégat des colères ? » Ce n'était pas à l'ordre du jour, mais il a également été question dans les prises de parole de la baisse des effectifs dans les hôpitaux, du problème de stigmatisation des musulmans ou des « magouilles au Ministère de l'Éducation nationale ». Le point commun de tous ces manifestants ? Une forte exaspération contre le pouvoir actuel. Il y a deux ans sur les ronds-points du Sud-Gironde, les mêmes messages fusaient. Une partie des manifestants de La Réole a rejoint la grosse manifestation organisée à Bordeaux en début d'après-midi.

Arnaud Dejeans



Les manifestants ont dénoncé « la dérive autoritaire de l'État ». A.D.